

## SYNTHESE DU DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

### Question 1 ) Les missions de l'école :

Mots clés : Instruire, Eduquer, Former

INSTRUIRE d'abord: transmettre des savoirs et des savoir-faire dans un processus qui englobe le fait d'EDUQUER. Les 2 tâches sont liées même si 1) l'école n'est plus la seule source de savoirs 2) si l'école ne fait que contribuer à l'éducation ( rôle des parents) 3) si tous les professeurs ne se sentent pas formés à *être* des éducateurs. Il s'agit d'apprendre à apprendre et à réfléchir, d'acquérir un esprit critique. Le but ultime étant la formation de l'individu, du citoyen.

Ce n' est qu' ensuite que nous avons placé :

FORMER avec deux positions :

- L' école doit permettre d'avoir un métier, de prendre sa place dans la société grâce à une phase de transition entre l'école et le monde du travail. Que deviennent les jeunes qui s'arrêtent avec le seul bac en poche ?

- La formation professionnelle n'est pas le premier objectif de l'école : une formation générale la plus poussée possible est nécessaire.

Echanges assez longs sur les rapports entre l'école et la " vie réelle "

- Faut-il plus de liens entre l'école et le monde du travail, faire entrer plus l'entreprise dans l'école ?

- La totalité des réponses est négative: a) l'école n'est pas une petite société, elle est là pour apprendre à apprendre, pour prendre du recul par rapport à ce qui entoure les jeunes, pour leur permettre de comprendre comment fonctionne le monde. b) l'école heureusement, propose autre chose que les spectacles de la télévision, ce ne sont pas des savoirs directement consommables mais qui contribuent à la formation du goût, de l'esprit critique...

### Question 2) Les valeurs de l'école

Mots clés : Egalité des chances, Neutralité, Laïcité, Tolérance.

Une, surtout à été abordée : L'EGALITE DES CHANCES

Avec un début de discussion sur la discrimination positive: la véritable égalité, est-ce donner les mêmes chances à chacun ou donner des chances différentes...pour que chacun arrive au maximum de réussite ?

Exemples d'idées échangées :

La discrimination positive se fait depuis 20 ans ( remédiations, soutien...) avec peu de résultats. Quand elle existe, c'est une bonne chose mais ceux qui en ont besoin auraient besoin de plus encore.

Très vite nous abordons la question des filières professionnelles: les bacs généraux sont trop mis en avant, par les familles parfois plus que par les élèves et sont mal considérés dans l'ensemble de la société, ce que tous regrettent.

Un rappel: dans la notion de " savoirs ", il y a aussi celle de " savoirs manuels "

### Synthèse sur l'EGALITE .

Permettre à ceux qui le peuvent et le veulent d'accéder au niveau de formation qui leur siérait le mieux en cherchant à les amener au niveau le plus élevé possible. Donner à chacun les moyens d'arriver à ce pourquoi il a des dispositions.

NEUTRALITE LAICITE c'est-à-dire la tolérance

Nous nous accordons pour dire que le système de l'école républicaine fonctionne correctement chez nous sans nous cacher que ce n'est sans doute pas le cas dans tous les quartiers de Nancy ( augmentations des inscriptions dans le privé cette année. ..)

Discussion autour de la " Journée de l'engagement " introduite au lycée l'an dernier. Les associations ( humanitaires, d'entraide. ..) quelles qu'elles soient doivent-elles entrer à l'école ou pas ? qui doit choisir entre elles et comment choisir ? Problème de l'inflation des demandes et des répercussions éventuelles sur le déroulement des cours. La plupart des intervenants estime positif ce type d'actions, l'école doit s'ouvrir sur d'autres expériences, faire réfléchir à d'autres problèmes. Le fonctionnement du monde associatif est à montrer aux élèves... ceux-ci sont à la recherche de valeurs collectives, pour certains, cela fait partie de leur cursus scolaire. Pourquoi ne pas cadrer le nombre et la liste des intervenants ?

### Question 8) Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Mots clés : Relations professeurs-élèves, Programmes (sens, cohérence, contenus).

- Les programmes sont soit trop encyclopédiques ou pleins d'abstractions, soit trop " zappeurs " ... Ils ne sont pas assez cohérents entre les matières et les parents semblent souhaiter le renforcement de l'interdisciplinarité (TPE). Les élèves ne voient pas le sens, l'utilité de certaines connaissances ou leur lien avec la vie actuelle. Ces programmes ne permettent pas de donner des outils pour comprendre un monde qui a beaucoup changé depuis 20 ans. En même temps, il semble aux professeurs qu'il ne faille pas toujours chercher une utilité immédiate à ce que

l'on fait en classe. Beaucoup de choses ne servent "à rien" si ce n'est à acquérir une culture, à rendre capable de réfléchir, d'analyser.

- Les élèves souhaitent un renforcement de la participation orale, une reconnaissance de leur autonomie et de leurs initiatives. Ils soulignent que leur motivation est liée à celle de leurs professeurs auxquels ils demandent de manifester leur enthousiasme. Avec un professeur motivé, et quel que soit le support pédagogique utilisé, il n'y a plus d'ennui. Les élèves soulignent leur demande d'une relation affective avec les professeurs (par exemple : présentation personnalisée en début d'année, par le professeur, du pourquoi de sa vocation, du programme et de sa signification), de relations plus humaines dans l'établissement, sur la base d'une confiance réciproque.

- Les enseignants soulignent aussi la nécessité de valoriser l'effort dans le travail scolaire.

L'élève a besoin de construire, avec sa famille, ses professeurs... le sens de sa présence à l'école.

### Question 15) Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Mots clés : Présence adulte, Respect mutuel, Cohérence et sanctions.

- Les incivilités sont la conséquence de l'absence de motivation de certains élèves ou des problèmes qu'ils rencontrent à l'extérieur. Elles sont aussi le reflet d'une société toute entière où l'individualisme a progressé et où concurrence, réussite individuelle ont remplacé les valeurs de générosité, de solidarité. Une société où leur attitude de "consommateurs" pousse les élèves au mépris vis-à-vis des enseignants, des documentalistes, du personnel de service... ou à la dégradation de leur cadre scolaire. Le débat a mis en évidence l'existence, parfois, d'une grande souffrance chez certains enseignants face à la difficulté de plus en plus grande du métier.

- Importance de l'équipe éducative : au delà des professeurs, le besoin grand d'avoir des adultes disponibles et connus de tous (CPE, MI-SE, animateurs...) offrant aux jeunes en difficulté, la possibilité éventuelle de se confier... Exemple : plus de surveillants dans la cour pour que les élèves puissent les aborder plus facilement et que les phénomènes de violence, rackets, soient plus vite résolus voire évités.

- Les activités que le lycée propose hors temps scolaire sont des facteurs d'ouverture, de sensibilisation au monde. Elles permettent à certains élèves ayant une faible réussite scolaire de se sentir valorisés et intégrés, et donc moins agressifs, difficiles.

- Les réunions du CVL, les sessions de formation des délégués encadrées par les CPE prouvent régulièrement que les élèves sont capables de générosité.

- Demande de relations plus individualisées, de solidarité dans le cadre de la classe.

- Nécessité de savoir, de pouvoir poser des limites à certains comportements. Problème des règles et de la sanction. Les jeunes ayant besoin de repères, les enseignants soulignent la nécessité de cohérence et d'harmonisation des exigences. Les sanctions prévues par les règlements doivent être appliquées avec fermeté.

## **REMARQUES COMPLEMENTAIRES**

SUD- EDUCATION :

DECLARATION PREALABLE AU DEBAT SUR L'A VENIR DE L'ECOLE.

Le gouvernement annonce un vaste débat sur l'avenir de l'école. Cependant, il ne se sent guère contraint par ses résultats: " *Le grand débat national doit permettre un état des lieux précis, mais ne doit pas préjuger des solutions qui seront finalement retenues dans la loi de programme.* " (P. Auberger, Assemblée Nationale, 3/11/03). Les diverses déclarations des ministres sur la bivalence, la décentralisation, une gestion des personnels copiée sur celles de l'entreprise privée (précarisation), la mise en concurrence des établissements (la fameuse autonomie...), prouvent que des projets sont dans les têtes sinon déjà sur le papier.

Il est donc assez clair que ce gouvernement, qui fait quotidiennement la preuve de son incohérence ( cf les reculs sur les hausses du prix du tabac) et de son refus d'un véritable dialogue (les mouvements du printemps dernier, les intermittents du spectacle, et tout récemment, le traitement des fonctionnaires), ne met en oeuvre ce débat que pour faire croire à l'existence d'un consensus sur des réformes déjà préparées.

Nous affirmons ici notre conviction qu'une réelle concertation ne peut se faire que dans le cadre d'une consultation des groupes institués (Ministère, élus locaux, syndicats des personnels de l'Education Nationale, fédérations de parents d'élèves, syndicats lycéens et étudiants, ), qui sont représentatifs, car élus, des diverses sensibilités de la société. Ceci s'oppose donc à cette forme de consultation, dans laquelle chaque participant n'interviendrait que comme représentant de sa propre opinion: quelle synthèse peut donc en être faite ?

Cependant, il nous semble nécessaire de participer activement à ce débat, ne serait-ce que pour entendre les attentes des usagers ( élèves, familles), celles des personnels de l'Education Nationale, de tous les autres participants, et engager, même sur un temps limité, un véritable dialogue sur ce que les Français peuvent souhaiter de leur système scolaire.

Nous avons nos convictions sur ce que pourrait être l'école et nous souhaitons les faire entendre.

Nous n'attendons pas de ce gouvernement une oreille attentive, nous ne sommes pas dupes des raisons de ce débat, nous souhaitons simplement échanger avec nos concitoyens sur l'école dont nous avons besoin.

Mais nous serons aussi très vigilants sur l'usage qui en sera fait.

---

SNES-FSU :

## PREAMBULE AU DEBAT SUR L'A VENIR DE L'ECOLE

### Pourquoi nous ne sommes pas dupes

Le gouvernement est en train d'organiser une vaste consultation nationale sur l'avenir de l'école, à grand renfort de publicité dans les médias visant à montrer son sens du dialogue et son esprit d'ouverture.

Nous n'en attendons rien tant la ficelle est grosse. Les preuves de l'ouverture au dialogue de ce gouvernement ont déjà été faites. Nous avons eu l'occasion de nous exprimer en mai et juin dernier, de faire grève longuement et n'avons pas été écoutés. Nous ne sommes pas dupes de l'opération politicienne en cours: les intentions réelles de la majorité gouvernementale et du gouvernement sont déjà connues: voir le Rapport no1110 de l'Assemblée Nationale du 3 novembre, site de l'Assemblée [htt : /www .assemblee-nat.fr/12/budget/Olf2004/b 111 0-30.asp](http://www.assemblee-nat.fr/12/budget/Olf2004/b_111_0-30.asp) Pour ne pas laisser le champ libre aux mauvais coups qu'on nous prépare, nous avons cependant estimé qu'il valait mieux participer à ces discussions en commençant par quelques remarques relatives à l'organisation et au contenu de ce débat.

Nous nous adressons en particulier aux parents d'élèves et aux usagers de l'école pour leur dire nos colères, mais aussi nos convictions.

Tout d'abord, l'éducation y est présentée comme une affaire technique, fonctionnant en vase clos, coupée des autres réalités sociales, Les seules entités ouvertes sur l'école et dont on peut discuter sont l'entreprise ( dans un souci d'adapter l'école aux besoins du marché) et les collectivités territoriales (politique de décentralisation, idée fixe du ministre Ferry). Il ne nous est pas proposé de discuter de la coopération entre l'école et la culture: le lien entre personnels de l'éducation et intermittents du spectacle pourrait pourtant être si fructueux.

Les problèmes ont été découpés en 22 thèmes ne permettant plus une discussion globale sur l'éducation et son environnement politique, économique, social... Pourtant, le sous-emploi pérennisé, la concentration des populations immigrées à la périphérie des grandes villes, la paupérisation de certains quartiers, la montée des inégalités sociales, la destruction de la culture populaire qui donnait à réfléchir au profit d'une culture de masse abrutissante...tous ces aspects affectent pourtant gravement le fonctionnement du système scolaire. Ils accentuent l'écart culturel entre l'enseignant et l'élève, voire entre les élèves d'origine différente. Quelles que soient les réformes éducatives qui seront prises, elles resteront largement inefficaces si elles ne sont pas accompagnées d'une réelle politique de transformation sociale dont l'éducation et la recherche seraient le coeur. L'éducation ne saurait à elle seule ramer à contre-courant et pallier tous les maux que notre société produit. Cette politique doit viser à :

- un retour au plein emploi tant le chômage déstructure et désocialise les familles, élément indispensable pour le suivi scolaire des élèves,
- la réduction des inégalités sociales,
- une politique culturelle volontariste s'ouvrant sur l'école et visant à une émancipation collective,
- la mixité sociale dans les quartiers grâce à une autre politique de la ville et une véritable volonté d'intégration des élèves issus de l'immigration.

De plus, scolariser la totalité d'une génération jusqu'à 16 ans, y compris les élèves issus des milieux les plus défavorisés, nécessite des moyens adaptés. La discussion en 22 thèmes donne à penser, que les réformes seront techniques et à moyens constants. Nous pensons au contraire qu'elles doivent être le fruit d'une réflexion globale avec les moyens humains et matériels qui suivent.

Nous nous félicitons d'avoir fait le choix de discuter de façon globale. MAIS sachez que le cadre du compte-rendu officiel est " formaté " pour cadrer avec les 2 ou 3 sujets de la liste que nous étions supposés aborder, c'est-à-dire qu'il ne peut pas refléter la richesse, la variété et la réalité des débats sur le terrain.

Est-ce donc alors une véritable consultation ou une opération de communication ? Qui croit encore que le débat est ouvert ? Ce gouvernement a depuis longtemps décidé quelle serait sa politique en matière d'éducation: désengagement progressif de l'Etat au profit des collectivités locales et du marché, précarisation du statut des personnels, adaptation des contenus et des pratiques pédagogiques aux volontés sans cesse plus précises du marché...Face à la contestation, ce gouvernement recherche une légitimité démocratique. Nous serons extrêmement vigilants lorsqu'il s'agira d'exploiter les conclusions de ces consultations. Nous demandons que le présent texte soit annexé in extenso au compte-rendu des débats.

---

SNALC-CSEN :

Le SNALC-CSEN n'a pas souhaité faire de déclaration syndicale mais est intervenu en fin de débat pour en donner les raisons: il voulait laisser place à un débat ouvert et démocratique, dégagé des luttes partisans infructueuses et attendait la même attitude de la part de tous les intervenants.